



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

aides

Question au Gouvernement n° 637

Texte de la question

AIDE EUROPÉENNE AU SAHEL

M. le président. La parole est à M. Pouria Amirshahi, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Pouria Amirshahi. Monsieur le ministre délégué chargé du développement, alors que les armées françaises et africaines combattent ensemble, je veux rappeler ici que la mère de toutes les batailles, c'est celle que nous devons mener contre la pauvreté. L'obscurantisme, la violence, les mafias et les trafics en tout genre se nourrissent d'abord et surtout de la misère, misère qu'aggrave chaque fois la corruption.

En effet, les armes ne régleront pas tout. En Afrique, c'est une autre politique de développement qu'il faut mettre en place. Je me réjouis d'ailleurs de votre annonce d'une loi de programmation dans ce domaine. Mais il s'agit maintenant de mobiliser toute l'Europe. Nous devons faire preuve de la même ambition dans notre relation avec l'Afrique que celle qui avait présidé à la reconstruction du vieux continent au lendemain de la seconde guerre mondiale.

En l'occurrence, notre première priorité doit être le rétablissement de la capacité des États du Sahel, et en particulier de leurs services publics - éducation, justice, santé - mis à mal ces dernières années par des politiques structurelles d'inspiration libérale. Celles-ci n'ont fait que fragiliser les structures étatiques, avec les résultats catastrophiques que l'on a vus. Trop d'exemples montrent que l'échec de l'État signifie la victoire des fléaux terroristes et mafieux. Plutôt que d'exiger des États qu'ils se démembrent, les politiques de développement doivent définir de nouvelles conditionnalités comme le respect des libertés fondamentales, la lutte sincère contre la corruption et la défense des droits des femmes, dont l'émancipation est une condition au développement.

Cette bataille est aussi une bataille européenne et elle commence au Mali - pour ramener la concorde et la paix, mais aussi pour faire fonctionner les infrastructures en eau et en énergie et les réseaux de transports. La France peut y associer étroitement ses collectivités locales et les diasporas. Leur connaissance du terrain est souvent un atout formidable. Les Maliens de France, mais aussi les Français du Mali sont les premiers acteurs de cette nouvelle ambition. Vous comprendrez que j'associe à ma démarche le président du groupe d'amitié France-Mali Razy Hammadi.

Monsieur le ministre, réussir le développement, c'est donner toutes ses chances à la démocratie. Merci de nous dire quelles actions sont entreprises par le Gouvernement pour coordonner les actions européennes et enfin affronter ce défi historique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du développement.

M. Pascal Canfin, *ministre délégué chargé du développement*. Monsieur le député, l'équation de la France au Mali est simple : pas de développement possible - et donc de lutte contre la pauvreté - sans sécurité, et pas de sécurité durable sans développement. C'est pourquoi nous sommes engagés sur les deux fronts à la fois, pour gagner l'intervention militaire et la paix.

Cette stratégie de développement, avec Laurent Fabius, nous avons voulu qu'elle soit profondément européenne. C'est pour cela que l'ensemble des pays européens ont repris en même temps leur aide publique au développement, basée sur les mêmes critères de conditionnalité, notamment la feuille de route adoptée par le parlement malien fin janvier.

Maintenant, il s'agit évidemment de rendre cette reprise de l'aide réelle sur le terrain, c'est-à-dire de tout

coordonner. Je pense que nous sommes en train de réussir là où la plupart du temps il y a échec - en train de réussir la coordination de la reprise de l'aide. Nous avons une liste de priorités, établie par l'ensemble des acteurs européens sur place, et nous nous sommes réparti le travail : ainsi, la France par exemple va financer la reprise de l'électricité et de l'eau à Tombouctou quand la Commission européenne va financer le retour des déplacés chez eux.

Cela veut dire que nous avons réussi cette coordination européenne. Nous savons que dans d'autres dimensions de la crise malienne c'est difficile, mais en matière de développement nous l'avons fait.

Nous allons également mobiliser la communauté internationale pour obtenir le maximum d'engagements au service du développement du Mali et du Sahel. Pour ce faire, nous organisons le 15 mai une grande conférence à Bruxelles, sous présidence française et européenne, à laquelle participeront le président Barroso et le Président de la République. Enfin, nous menons des initiatives franco-françaises : nous serons le 19 mars avec les collectivités locales et le 10 avril à Montreuil avec les diasporas. Notre objectif, c'est de mobiliser tout le monde pour gagner la paix. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Pouria Amirshahi](#)

Circonscription : Français établis hors de France (9^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 637

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Développement

Ministère attributaire : Développement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 mars 2013](#)